

"... THE COUNTRY'S MOST INFLUENTIAL THINK TANK." MACLEAN'S MAGAZINE, JUIN 2002



*Institute for
Research on
Public Policy*

*Institut de
recherche
en politiques
publiques*

RAPPORT ANNUEL 2001-2002

COMPTE RENDU DE L'ANNEE

Fondé en 1972, l'Institut de recherche en politiques publiques (IRPP) est un organisme canadien, indépendant et sans but lucratif. — L'IRPP cherche à améliorer les politiques publiques canadiennes en favorisant la recherche, en suscitant la réflexion et en stimulant les débats qui contribueront au processus décisionnel entourant ces politiques et rehausseront la qualité des décisions prises par les gouvernements, les citoyens, les institutions et les organismes du pays. — L'indépendance de l'IRPP est assurée par un fonds de dotation auquel ont souscrit le gouvernement fédéral, les gouvernements provinciaux et le secteur privé.

MISSION ET MANDAT

RAPPOR T DU PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

2

ette première année à la présidence du conseil d'administration a été pour moi aussi fascinante que révélatrice. J'ai pu constater d'aussi près que possible l'incroyable variété des recherches menées par l'IRPP et l'immense dévouement de ses chercheurs et directeurs de recherche. La qualité et la quantité des travaux de l'Institut sont tout simplement remarquables. C'est donc avec grand plaisir que je présente ce rapport annuel des réalisations de l'IRPP et, surtout, les grandes lignes de ses projets à venir. — Mais tout d'abord, c'est avec tristesse que je me dois de signaler la disparition d'un des membres les plus dévoués du Conseil, M. Rollie Lutes, de Fredericton, qui est décédé le 8 février 2002. À titre de président de notre comité de vérification, tâche qu'il a accomplie avec grande assiduité et distinction, il aura grandement contribué à nos délibérations et nous manquera énormément. — Pour honorer sa mémoire, le Conseil a créé le prix Roland J. Lutes, qui sera attribué annuellement à une personne ayant contribué de façon bénévole et extraordinairement méritoire aux travaux de l'IRPP. Le 30 mai 2002, Mme. Diane Hanson, la veuve du disparu, inaugurerait la remise de ce prix en le décernant à M. Ronald Ritchie lors du Dîner du 30^e anniversaire de l'Institut. C'est en effet M. Ritchie, alors vice-président directeur chez Imperial Oil, qui a élaboré l'essentiel de la structure et de l'argumentaire ayant inspiré la fondation de l'IRPP, dans un rapport déposé il y a trente ans à la demande du Bureau du Conseil privé.

La composition du Conseil a également été modifiée par deux départs et par l'arrivée de deux nouveaux membres et d'un nouveau membre désigné. — Stephen Harper, dont la collaboration et les avis touchant les questions de recherche nous ont toujours été très précieux, a quitté le Conseil pour entrer en politique active. L'ensemble du Conseil, et notamment ses membres ayant déjà participé à la vie publique, lui souhaitent la meilleure des chances. Desmond Morton, éminent historien canadien et premier directeur de l'Institut d'études canadiennes de McGill, a pour sa part terminé son mandat à titre de membre désigné. L'Institut espère néanmoins pouvoir encore compter sur ses sages conseils. — En juin 2002, pour combler les postes ainsi laissés vacants, le Conseil accueillait deux nouveaux membres : Kiki Delaney et Philip Orsino. La première a mené une riche carrière dans le secteur des services financiers et dirige aujourd'hui sa propre entreprise à Toronto, Delaney Capital Management. Le second est actuellement président-directeur général d'une des sociétés internationales les plus visionnaires du Canada : Masonite International Corporation, anciennement Premdor. En outre, l'honorable Barbara McDougall, P.C., LL.D., présidente-directrice générale de l'Institut canadien des Affaires internationales, s'est jointe au Conseil à titre de membre désigné. En sa qualité d'ancienne députée et ministre fédérale des Affaires étrangères, elle apporte une expérience inestimable en politique étrangère.

Notre raison d'être consiste à produire des recherches permettant d'éclairer et d'améliorer les politiques publiques canadiennes. Et notre pierre angulaire réside dans la pertinence de ces recherches, selon une ambition fondatrice qui a assuré notre pérennité. Fondé dans la turbulence du début des années 1970, l'IRPP s'est donné pour vision initiale d'être un « réservoir d'idées » favorisant l'efficacité gouvernementale. Avec les années 1980 et la fin de la Guerre froide, les stratégies économiques et politiques ont fait l'objet d'une redéfinition globale que l'IRPP s'est employé à analyser pour guider les décideurs canadiens. Tout au long des années 1990, alors que les Canadiens recentraient leurs préoccupations sur des questions régionales comme l'aliénation de l'Ouest, la souveraineté du Québec et le déclin de l'économie des Maritimes, l'IRPP a créé une tribune propice à un débat informé. Enfin, en février 2000, il a adopté un nouveau programme pour assurer que ses grands domaines de recherche — justice sociale, diversité et réussite économique, relations fédérales-provinciales — conservent leur pertinence au tournant du troisième millénaire. — Puis vint le 11 septembre 2001. Une fois de plus, l'IRPP s'est adapté : en prenant connaissance dans ces pages de nos projets en cours et en préparation, on constatera qu'ils portent entre autres sur l'interopérabilité militaire, le budget de la défense, la sûreté des frontières, le périmètre de sécurité nord-américain et la politique d'immigration canadienne. Le fait pour l'IRPP de s'attaquer à ces nouvelles questions, tout en maintenant une recherche de qualité dans ses domaines de prédilection, en dit long sur sa détermination à demeurer pour les décideurs de ce pays la toute première source de référence.

Au nom du conseil d'administration, je remercie le président et les membres de son personnel pour le travail dynamique et inventif qu'ils accomplissent. L'enthousiasme de Hugh Segal, sa connaissance approfondie de notre pays et de ses habitants de tous les milieux, — universitaire, politique, économique ou syndical — ont permis à l'Institut de s'engager dans de nouvelles voies et d'étendre son influence à un plus grand nombre de Canadiens. Une simple visite du site Web de l'IRPP, au www.irpp.org, convaincra chacun de la portée et de la diversité de ses activités de recherche. — À l'heure où nous occupent les nouveaux thèmes de l'intégration nord-américaine et de la sécurité nationale, je me réjouis à l'avance de découvrir les prochaines recherches et analyses de l'IRPP.

BOB RAE *Président du conseil d'administration*

RAPPORT DU PRÉSIDENT 2001-2002

4

Cette année comme toutes les années antérieures, l'IRPP n'aurait pu remplir son mandat sans les efforts exceptionnels de son personnel de recherche et de soutien, ni les contributions de ses chercheurs affiliés, des universitaires qui lui sont rattachés et de son conseil d'administration. Grâce à la qualité de leur travail, l'IRPP s'est imposé aux yeux des médias et des décideurs canadiens comme un outil indispensable d'analyse et de débat sur les politiques publiques.

NOUVEAUX VISAGES, NOUVELLES FONCTIONS Je suis heureux d'accueillir dans notre équipe de recherche deux nouveaux directeurs de recherche ainsi qu'un chercheur invité. —Geneviève Bouchard est ainsi devenue directrice de recherche du programme de gestion de l'État en remplacement de Paul Howe, aujourd'hui professeur adjoint à l'Université du Nouveau-Brunswick. Mme Bouchard prend aussi la barre du nouveau programme de l'IRPP sur les politiques relatives à l'immigration et aux réfugiés. —Sarah Fortin a quant à elle été nommée directrice de recherche en politique sociale, poste auparavant occupé par Carole Vincent. Mme Fortin était analyste de recherche depuis 1997 et dirige actuellement les programmes sur l'Union sociale et la politique familiale. —À l'hiver 2002, Alain-G. Gagnon, directeur du Programme d'études sur le Québec de l'Université McGill, s'est joint à l'IRPP à titre de chercheur invité. Il s'intéresse aux différents aspects de la citoyenneté, tout en préparant en collaboration avec Montserrat Guibernau et François Rocher la sortie d'un ouvrage à paraître en 2003 : *The Institutional Accommodation of Diversity* qui réunit les travaux de plusieurs chercheurs appartenant au groupe de recherche sur la citoyenneté dans les sociétés plurinationales. —Leurs travaux, j'en suis convaincu, étofferont grandement la contribution de l'IRPP au débat sur les politiques publiques.

MARQUES DE RECONNAISSANCE La domaine en constante mutation des politiques publiques soulève pour l'IRPP et l'ensemble des Canadiens des défis sans cesse renouvelés. Or, l'Institut a prouvé sa capacité de réagir à cette dynamique tout en restant fidèle à son mandat d'enrichir le processus politique de contributions à la fois bien accueillies et diffusées dans tout le Canada. En témoignent plusieurs prix et nominations obtenus en reconnaissance de ses travaux. —Pour leur étude sur la fiscalité des familles, Carole Vincent, ancienne directrice de recherche à l'IRPP et aujourd'hui associée de recherche principale à la Société de recherche sociale appliquée, de même que Frances Woolley, professeure adjointe d'économie à l'Université Carleton, ont reçu en octobre 2001 le prestigieux Doug Purvis Memorial Award in Canadian Economics décerné annuellement au meilleur texte de politique économique canadienne. Intitulée « Taxing Canadian Families: What's Fair, What's Not » (*Choix*), cette étude a été publiée par l'IRPP en juillet 2000 dans le cadre de son projet de recherche sur la politique familiale. —En décembre 2001, l'économiste principal Daniel Schwanen a reçu le Outstanding Research Contribution Award récompensant une initiative de recherche politique pour une étude sur la politique culturelle et commerciale intitulée « A Room of Our Own: Cultural Policies and Trade Agreements » (*Choix*). Cette étude examine l'efficacité de la politique culturelle du Canada à l'heure de la libéralisation des échanges commerciaux. —Enfin, un livre intitulé *Pulling Against Gravity: Economic Development in New Brunswick During the McKenna Years* (2001) par Donald J. Savoie, chercheur affilié de l'IRPP, a été sélectionné finaliste en avril 2002 pour le Prix Donner 2001-2002 du meilleur ouvrage consacré aux politiques publiques canadiennes, parmi 69 ouvrages portant sur une grande variété de sujets.

C

Nouveaux visages, nouvelles fonctions
Marques de reconnaissance

RAPPORT DU PRÉSIDENT

RAPPORT ANNUEL IRPP 2001-2002

L'AVENIR EN PERSPECTIVE : LE MANDAT DE RECHERCHE DE L'IRPP L'IRPP poursuit depuis 30 ans sa mission de proposer des idées et analyses aidant les Canadiens à faire des choix politiques fondés sur un débat informé. Et depuis sa fondation, il a contribué à ce débat en produisant d'innombrables recherches indépendantes et non partisans. — Mais depuis quelques années, la recherche politique évolue dans une conjoncture sensiblement transformée. C'est pourquoi l'IRPP a mené dès 1999 une étude interne et une série de consultations externes visant à adapter sa mission et son programme de recherche à de nouveaux défis et enjeux, cela afin de définir un tout nouveau parcours stratégique. — Par suite de ce processus de révision, le conseil d'administration a approuvé un plan stratégique préconisant de focaliser de façon interdisciplinaire et intégrée les efforts de l'Institut sur une question de base :

QUELS CHOIX LE CANADA DOIT-IL FAIRE POUR OPTIMISER ET INTÉGRER PERFORMANCE ÉCONOMIQUE ET PROGRÈS SOCIAL À L'HEURE DE L'ACCÉLÉRATION DES CHANGEMENTS INTERNATIONAUX, ET COMMENT FAIRE CES CHOIX DE LA MEILLEURE FAÇON POSSIBLE ?

Cette question, ici formulée dans une conjoncture canadienne, traduit en fait les préoccupations des gouvernements de la plupart des pays industrialisés concernant le juste équilibre à trouver entre l'amélioration de la justice sociale, la promotion du dynamisme économique et la préservation de la cohésion sociale. — La performance économique et le progrès social du Canada ont toujours été au cœur du programme de recherche de l'IRPP, et le nouveau mandat adopté en février 2000 continue de s'inspirer de ces principes mais insiste également sur les liens qui les unissent afin de définir les politiques qui maximiseront les possibilités et le bien-être offerts aux Canadiens, et renforcer le dynamisme et la productivité de notre économie. — Plus précisément, le programme de recherche de l'IRPP veut mettre en évidence les priorités relatives aux politiques économiques et sociales, de même que les liens entre celles-ci et les questions plus générales de gestion de l'État aux deux échelons national et international. L'action du Canada en matière de croissance économique et de progrès social dépend de l'efficacité de ses institutions démocratiques et d'une vaste participation politique. Aussi le programme Gestion de l'État de l'Institut privilégie-t-il ces éléments indissociables du bien-fondé de nos politiques publiques.

Signalons que notre mandat englobe aussi les éléments suivants : ■ Une approche multidisciplinaire — Les questions auxquelles le Canada sera confronté dans les décennies à venir seront difficiles à catégoriser suivant les disciplines universitaires traditionnelles, de sorte que nous invitons des experts de plusieurs horizons, notamment l'économie, les sciences politiques, la sociologie et la philosophie, à contribuer à nos programmes de recherche. ■ La collaboration avec d'autres organismes — L'Institut a collaboré ou collabore à de nombreux projets avec d'autres organismes, dont les suivants : le Réseaux canadiens de recherche en politiques publiques; CBC Newsworld et le Cable Public Affairs Channel (CPAC); le Centre d'étude sur le niveau de vie; le Centre McGill d'étude sur le Québec; le Saskatchewan Institute for Public Policy; le Centre for the Study of Democracy at Queen's; l'École nationale d'administration publique (Montréal); la School of Public and Community Affairs de l'Université Concordia; la School of Public Administration de l'Université Dalhousie; le Centre for the Study of Regional Development de l'Université de Moncton. ■ Le ferme engagement de combiner activités de recherche à court, moyen et long terme, cela afin d'assurer l'équilibre entre notre participation au débat sur les politiques actuelles et l'exécution efficace de notre rôle d'éducation et de diffusion. À cette fin, l'Institut organise des déjeuners / diners causerie, des conférences et des ateliers de travail, et publie quatre types de documents, soit des monographies, des cahiers Enjeux publics, et Choix (dont les textes sont soumis à une évaluation des pairs) ainsi qu'une revue, Options politiques, qui paraît 10 fois l'an.

PROJETS EN GESTION DE L'ÉTAT L'un de nos principaux domaines de recherche consiste à examiner les enjeux liés à la gestion de l'État au niveau national et international. Les efforts consentis par le Canada au dynamisme économique et au progrès social dépendent de l'efficacité de ses institutions démocratiques et de l'étendue de la participation politique. Aussi notre programme Gestion de l'État est-il centré sur la question suivante : « Comment organiser les structures de gestion de l'État pour nous assurer de faire les bons choix face à l'accélération des changements sociaux. »

Le symposium « L'art de l'État » Nos décideurs politiques doivent sans tarder imaginer de nouveaux modes de gouvernance à l'heure d'un ordre mondial en pleine transformation. C'est devenu un lieu commun de le dire : nos sociétés changent depuis quelques années à un rythme stupéfiant, de sorte que les solutions traditionnelles en matière de politiques publiques semblent désormais inopportunes ou inefficaces même aux yeux des moins observateurs. —À maints égards, il s'agit là d'un territoire inexploré nécessitant une pensée et des solutions innovantes. Aussi tiendrons-nous tous les deux ans un symposium sur « L'art de l'État » visant à mesurer les répercussions sur la gouvernance des forces démocratiques, économiques et technologiques ainsi qu'à explorer comment le Canada et ses régions pourront le mieux répondre à ces nouveaux défis. —Le premier de ces symposiums, organisé et présidé par Tom Courchene et Donald Savoie, respectivement chercheur principal affilié et membre affilié de l'IRPP, s'est tenu les 12 et 13 octobre 2001 au Château Montebello. L'événement, qui a remporté un vif succès et réuni un groupe sélect d'universitaires, de spécialistes et de praticiens réputés, a permis d'examiner les enjeux de la gouvernance dans un monde sans frontières. Les textes commandés dans le cadre de ce projet et certaines des discussions seront publiés dans un ouvrage dont la sortie est prévue pour décembre 2002.

De retour à la table : une nouvelle union sociale en 2002 ? L'Entente-cadre sur l'union sociale canadienne (ECUS), signée en février 1999 par les gouvernements fédéral, provinciaux (sauf le Québec) et territoriaux, est un document administratif de durée limitée qui visait à définir les règles nécessaires à l'amélioration des processus intergouvernementaux et à clarifier responsabilités dans le domaine des politiques sociales. L'IRPP a invité sept experts à en examiner les modalités et la mise en œuvre afin d'établir si elle offre un cadre satisfaisant pour améliorer le fonctionnement de l'union sociale canadienne. Cinq études ont paru cette année dans *Enjeux publics*, et l'ensemble des documents seront inclus dans un ouvrage à paraître en 2003.

UN NOUVEAU POINT DE CONVERGENCE Au Canada comme dans le reste du monde, les politiques publiques ont pris un tout nouveau sens après les tragiques événements du 11 septembre. Au cours de l'année écoulée, l'IRPP s'est penché sur les questions inédites soulevées par cette conjoncture et a lancé deux nouvelles initiatives de recherches sur la défense nationale et sur l'immigration.

Repenser la politique d'immigration canadienne après le 11 septembre Dans la foulée du 11 septembre, les questions de sécurité nationale se sont aussitôt hissées en tête de l'ordre du jour politique canadien. Organismes, lois et réglementations relatifs à la sûreté publique, à la douane, à l'immigration et même aux actifs financiers : tout a été scruté à la loupe et en tout premier lieu, l'efficacité de notre politique d'immigration pour ce qui est de contrôler les allées et venues des arrivants indésirables. Certains critiques ont avancé que notre système d'immigration était laxiste et excessivement généreux et devait être repensé d'urgence en vue de rétablir la confiance de la population mais aussi de nos voisins du Sud. Ce qui a provoqué un vaste débat sur sa capacité de contribuer à des objectifs de sécurité communs tout en respectant les principes économiques et humanitaires qui le fondent. — Compte tenu de l'importance de ce débat, de ses ramifications économiques et politiques et de ses répercussions sur la gestion de l'État, l'IRPP a lancé un important programme de recherche sur la politique canadienne d'immigration et de réfugiés, lequel mettra l'accent sur les questions suivantes : rapport entre souveraineté et intégration économique, sécurité et contrôle des frontières, conciliation des objectifs économiques et humanitaires.

Sécurité nationale et interopérabilité Par suite de la conférence de l'an dernier sur le thème *Challenges to Governance: Military Intervention Abroad and Consensus at Home* et de l'approbation en juin 2001 du nouveau thème Sécurité nationale et interopérabilité militaire, l'IRPP a commandité un atelier auquel il a également participé. Organisé par le Centre for Defence and Security Studies de l'Université du Manitoba et tenu du 18 au 21 octobre à Gimli, au Manitoba, cet atelier intitulé *The Canadian-American Defence Relationship: What Next?* a donné lieu à plusieurs présentations d'experts canadiens et américains qui ont ensuite été publiées dans un numéro spécial d'*Options politiques* (avril 2002). — Ont aussi été publiées les deux premières études d'une série spécialement créée pour ce programme de recherche. Il s'agit de « Sailing in Concert: The Politics and Strategy of Canada-US Naval Interoperability », de Joel Sokolsky (du Collège royal militaire Canada), et de « Canada and Military Coalitions: Where, How and with Whom? », de Douglas Bland (de Queen's University), respectivement parues en mai et en février 2002. Plusieurs autres études paraîtront au cours des prochains mois dans des cahiers *Choix* ou *Enjeux publics*.

LES PROJETS NEXUS Performance économique et progrès social ont toujours été au cœur du programme de recherche de l'IRPP. Le mandat adopté en 2000 maintient l'accent sur ces domaines mais insiste davantage sur les liens qui les unissent, de manière à définir les priorités qui permettront de maximiser les possibilités et le bien-être offerts aux Canadiens et à récolter les fruits d'une économie dynamique et productive.

Le rapport entre croissance économiques et inégalité Le problème de l'inégalité suscite depuis quelques années un intérêt renouvelé, notamment pour ce qui est de son incidence sur la croissance économique et les effets de celle-ci sur la répartition des revenus. Pour jeter un éclairage neuf sur cette interaction dans la conjoncture actuelle, l'IRPP, de concert avec le Centre d'étude sur le niveau de vie (CENV), a entrepris un important programme de recherche visant à étudier plus en profondeur le rapport entre croissance économique et inégalité. — Dix textes ont été présentés à la conférence IRPP-CENV intitulée *Linkages Between Economic Growth and Inequality*, tenue à Ottawa les 26 et 27 janvier 2001, et seront publiés dans un numéro spécial de la revue *Analyse de politiques*.

The Review of Economic Performance and Social Progress De concert avec le CENV, l'Institut produit maintenant une publication annuelle, *The Review of Economic Performance and Social Progress*, qui aborde, dans une perspective multidisciplinaire, la question de la performance économique et du progrès social au Canada et à l'étranger, et explore les liens de causalité entre résultats économiques et sociaux. L'objectif consiste ici à publier des articles non techniques sur l'état des connaissances en la matière, axés sur des thèmes précis et présentés sous une forme accessible à un large auditoire. — Le premier numéro sous-titré *The Longest Decade: Canada in the 1990s* et paru en mai 2001, examinait l'impact de cette turbulente décennie sur le bien-être économique et social des Canadiens. Le deuxième, *Productivity and Social Progress in Canada: Perspectives and Prospectives*, étudiera les liens entre la productivité et différentes mesures de progrès social au Canada, puis examinera les déterminants sociaux de cette productivité.

Santé et politiques publiques Pour faire suite aux travaux et au rapport (publié en septembre 2000) de son Groupe de travail sur les soins de santé, l'IRPP a lancé plusieurs initiatives et projets visant à stimuler le débat public sur certaines questions stratégiques, avant le dévoilement des conclusions et recommandations du Comité permanent du Sénat sur les affaires sociales, les sciences et les technologies et de la Commission Romanow. — Le premier document de cette série, intitulé « What is the Best Public-Private Model for Canadian Health Care? » (*Enjeux publics*) et signé par Kieke Okma (de Queen's University et du ministère néerlandais de la Santé), a paru en mai 2002. Trois autres textes seront publiés au cours des prochains mois. — Dans le cadre de ce même programme de recherche, l'IRPP a commandité une conférence intitulée *A Patients' Bill of Rights for Ontario?*, présentée par la faculté de droit de l'Université de Toronto en marge de la Second Annual Health Law Day et réunissant des juristes et universitaires venus débattre d'une des plus importantes questions en matière de législation et de politiques de santé en Ontario.

Managing Global Linkages: A Road Map to North American Integration Le processus d'intégration en cours entre le Canada et les États-Unis soulève des questions politiques formulées sous deux angles bien précis. D'une part, nombreux sont ceux dont le gagne-pain dépend des liens commerciaux et financiers entre nos deux pays qui privilégient une intégration économique encore plus étroite que ne le prévoient des ententes comme l'ALE et l'ALENA. D'autres préconisent en revanche qu'on élargisse la marge de manœuvre du Canada sur une variété de fronts économiques, sociaux et politiques, s'inquiétant plutôt des contraintes déjà prévues à ces ententes et rejetant évidemment toute intégration accrue. Ces deux points de vue reposant sur des objectifs divergents, nos décideurs doivent déterminer s'ils sont conciliables et, s'ils ne le sont pas, en tirer les conclusions qui s'imposent en matière de priorités. — Sous le thème *Roadmap to North American Integration*, un nouveau programme de recherche a été lancé pour explorer les questions relatives à la gestion des liens économiques qu'entretient le Canada avec les États-Unis et le Mexique.

PRINCIPALES RÉALISATIONS DE L'ANNÉE 2001-2002
PRIVILÉGIER LES QUESTIONS QUI IMPORTENT AUX
CANADIENS — FAITS SAILLANTS D'un bout à l'autre du pays, l'IRPP a continué d'explorer dans une diversité de forums et de médias les questions qui importent vraiment à l'ensemble des Canadiens.

AVRIL Dans un texte intitulé « A Room of Our Own: Cultural Policies and Trade Agreements » (*Choix*), l'économiste principal de l'IRPP Daniel Schwanen soutient que les instruments servant à mettre en œuvre nos politiques culturelles ont souvent peu de rapport avec leurs objectifs sous-jacents. Avec l'avancée de la mondialisation, conclut-il, le gouvernement canadien réussira d'autant mieux à protéger et à promouvoir la culture canadienne qu'il renoncera à certaines politiques protectionnistes, en échange toutefois d'une ferme reconnaissance des principes de sa politique culturelle dans les ententes commerciales qu'il conclut.

MAI L'IRPP publie *Judicial Power and Canadian Democracy*, une collection d'articles et d'essais sur le rôle du pouvoir judiciaire dans la vie politique canadienne. Réalisé sous la direction de Paul Howe, ancien directeur de recherche à l'IRPP, et Peter Russell, professeur émérite à l'Université de Toronto, cet ouvrage réunit des études déjà parues dans *Options politiques* et la série de cahiers *Choix* consacrée aux tribunaux et législatures. — Le premier numéro de *The Review of Economic Performance and Social Progress*, revue annuelle conjointement publiée par l'IRPP et le Centre d'étude sur le niveau de vie (CENV), est lancé à Montréal à la veille de la rencontre annuelle de l'Association d'économie canadienne tenue à l'Université McGill. Réalisé sous la direction de Keith Banting, directeur de la School of Policy Studies de Queen's University, Andrew Sharpe, directeur administratif du CENV, et France St-Hilaire, vice-présidente à la recherche de l'IRPP, ce premier numéro sous-titré *The Longest Decade: Canada in the 1990s* examine l'impact de cette turbulente décennie sur le bien-être économique et social des Canadiens, analyse les grands tournants politiques de cette période et propose une première évaluation globale de leurs effets sur la société canadienne.

JUIN Selon l'étude « Introducing Direct Democracy in Canada » (*Choix*), les gouvernements du Canada devraient recourir plus souvent aux référendums et aux autres formes de démocratie directe, en prenant soin toutefois d'opter pour des modèles et pratiques complémentaires aux processus en vigueur. Cette étude de Matthew Mendelsohn, professeur de science politique à Queen's University, et d'Andrew Parkin, directeur adjoint du Centre for Research and Information on Canada, analyse les avantages et les inconvénients d'un usage plus répandu des référendums dans la vie politique canadienne. S'appuyant sur l'expérience de l'Italie, de la Suisse, de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande et de plusieurs États américains, les auteurs explorent différents modèles de démocratie directe et leur applicabilité dans la conjoncture de notre pays.

JUILLET L'IRPP publie son troisième livre de l'année, *Pulling Against Gravity: Economic Development in New Brunswick During the McKenna Years*, de Donald J. Savoie, chercheur affilié à l'IRPP et titulaire de la Chaire Clément-Cormier de développement économique de l'Université de Moncton. L'auteur y évalue les mérites de Frank McKenna à la tête de cette province maritime, analysant en profondeur les réformes qu'il a menées au regard des politiques de développement économique d'Ottawa afin d'expliquer les succès et les limites de ce qu'on a appelé le « miracle McKenna ». — Une étude intitulée « Civic Literacy in a Comparative Context: Why Canadians Should Be Concerned » (*Enjeux publics*) s'intéresse au rapport entre la culture politique des Canadiens et leur niveau de participation à la vie politique. Selon Henry Milner, politologue au Collège Vanier et à l'Université Laval ainsi que professeur invité à l'Université Umeå en Suède, plus la lecture des journaux est répandue dans une population, plus le processus politique gagne en force grâce à un engagement citoyen accru. La démocratie canadienne, soutient-il, bénéficierait grandement d'une incitation à une meilleure « culture civique ». — À la veille de la Conférence annuelle des premiers ministres, l'IRPP a également publié une étude sur l'état des relations fédérales-provinciales réalisée par Roger Gibbins, président-directeur général de la Canada West Foundation. Intitulée « Shifting Sands: Exploring the Political Foundations of SUFA » (*Enjeux publics*) soutient qu'en raison des changements intervenus dans le paysage politique d'Ottawa et des provinces depuis la signature de l'Entente-cadre sur l'union sociale, les parties prenantes pourraient vouloir ne consacrer qu'un minimum de temps à sa révision officielle.

SEPTEMBRE Dans « Parliamentary Secretaries: The Consequences of Constant Rotation » (*Enjeux publics*), Peter Dobell examine les méthodes de nomination des secrétaires parlementaires et les conséquences de leur rotation bisannuelle, pratique introduite par Pierre Elliott Trudeau et reprise par le premier ministre Jean Chrétien. Directeur et fondateur du Centre parlementaire, l'auteur conclut qu'en délaissant cette pratique pour en revenir à la reconduction du mandat des secrétaires parlementaires compétents, on améliorerait l'efficacité de la Chambre des communes tout en assurant une meilleure continuité à la présidence des comités parlementaires.

OCTOBRE Dans « Generational Patterns in the Political Opinions and Behaviour of Canadians: Separating the Wheat from the Chaff » (*Enjeux Publics*), Brenda O'Neill, de l'Université du Manitoba, soutient que le désengagement de la jeunesse canadienne vis-à-vis de la politique traditionnelle constitue pour la démocratie canadienne une tendance d'autant plus inquiétante qu'elle est peu susceptible de se renverser avec le vieillissement de cette tranche d'âge.

NOVEMBRE À l'approche du troisième anniversaire de l'ECUS et de l'échéance prévue pour sa révision et son renouvellement, l'IRPP a publié « Les prérogatives du pouvoir dans les relations intergouvernementales » (*Enjeux publics*) une étude signée par Alain Noël, chercheur affilié de l'Institut et professeur à l'Université de Montréal, qui réexamine l'Entente-cadre, sa mise en œuvre et sa signification dans le contexte élargi des relations intergouvernementales au Canada. — Dans « The Brain Drain: Myth and Reality — What It Is and What Should Be Done » (*Choix*), Ross Finnie de Queen's University expose sous une forme inédite les éléments d'un débat particulièrement controversé et à ce jour insoluble : l'exode des cerveaux. L'étude comprend une analyse approfondie ainsi que les commentaires de cinq spécialistes auxquels l'auteur donne la réplique. Celui-ci avance que le Canada doit retenir ses plus grands talents s'il souhaite maintenir la qualité de vie de sa population, alors même que cette qualité de vie influe souvent sur la décision des candidats à l'exode. L'une des clés consiste donc à offrir une meilleure reconnaissance à nos talents d'exception.

DÉCEMBRE Dans « SUFA and Citizen Engagement: Fake or Genuine Masterpiece? » (*Enjeux publics*), Susan D. Phillips de Carleton University soutient que la promesse faite par les gouvernements d'en appeler à la participation citoyenne a suscité l'attente d'un nouveau modèle de relations intergouvernementales, le « fédéralisme instrumental », dont un aspect clé consisterait à faire des citoyens la troisième force du fédéralisme. Cela non pas comme moyen de combler le déficit démocratique mais plutôt comme vecteur indirect de responsabilisation mutuelle des gouvernements, chose qu'il leur est impossible de faire directement dans notre système fédéral. L'auteure conclut que les gouvernements fédéral et provinciaux n'ont jusqu'ici rempli aucun de ces engagements.

JANVIER 2002 Quatrième document de notre série consacrée à l'union sociale, « Rétablir le principe fédéral : la place du Québec dans l'union sociale canadienne » (*Enjeux publics*), de Christian Dufour, professeur à l'École nationale d'administration publique (ÉNAP), examine l'évolution des relations Canada-Québec depuis vingt ans et dresse le bilan des opportunités comme des écueils apparus dans le contexte de l'union sociale. L'auteur avance que la signature de l'Entente-cadre sans le Québec n'est que la dernière manifestation d'une impasse aussi profonde que durable entre cette province et le reste du pays, suivant une situation qui continue d'influer négativement sur le système politique canadien. — Yves Vaillancourt (Université du Québec à Montréal), dans une étude intitulée « Le modèle québécois de politiques sociales et ses interfaces avec l'union sociale canadienne » (*Enjeux publics*), examine également l'union sociale d'un point de vue québécois mais en mettant plus spécifiquement l'accent sur les politiques sociales. L'étude décrit comment le Québec a mis en œuvre depuis une dizaine d'années des programmes novateurs qui ont fait de cette province un véritable laboratoire de réforme sociale. L'auteur conclut que l'adoption de l'ECUS sans le Québec a constitué une grave erreur en privant le reste du pays de son expertise unique et innovante.

FÉVRIER Dans le cadre d'une série d'activités marquant son trentième anniversaire, l'IRPP a organisé des grandes conférences dans différentes villes du pays. L'Institut a demandé aux participants, dont tous ont joué un rôle clé dans le développement des politiques publiques au cours des trente dernières années, de rendre compte de leur action et de leurs réflexions. L'honorable Monique Bégin, ministre fédérale de la Santé et du Bien-être social de 1977 à 1984, a prononcé à Ottawa la première de ces grandes conférences, laquelle portait sur les facteurs ayant mené à l'adoption en 1984 de la *Loi canadienne sur la santé* et aux répercussions de celle-ci sur le financement actuel des soins de santé. Parmi les Canadiens éminents ayant pris part à cette série, citons aussi l'honorable Donald S. Macdonald, qui présidait au début des années 1980 la Commission royale sur l'union économique et les perspectives de développement pour le Canada, le 9 avril à Toronto, de même que l'honorable Claude Castonguay, qui s'est exprimé le 7 mai à Montréal sur les défis que doit aujourd'hui relever la Caisse de dépôt et placement du Québec, gestionnaire de la caisse de retraite de cette province, qu'il avait lui-même contribué à mettre sur pied il y a trois décennies. — L'IRPP a également publié « Canada and Military Coalitions: Where, How and With Whom? », premier texte de sa série Sécurité nationale et interopérabilité militaire. Ce document de Douglas L. Bland, de Queen's University, évalue nos capacités militaires actuelles et futures et ce qu'il en découle pour la politique étrangère du Canada. Selon l'auteur, les réalités du « nouveau désordre mondial » réclament de notre pays qu'il intègre sa politique étrangère et sa stratégie de défense, de manière à se donner les moyens de ses ambitions et de centrer son action sur les questions d'intérêt national.

MARS Dans une étude intitulée « The Bright Side: A Positive View on the Economics of Aging » (*Choix*), Marcel Mérette (Université d'Ottawa) analyse de façon originale l'effet du vieillissement de la population sur le niveau de vie des Canadiens et l'avenir des finances publiques. Jusqu'ici, affirme l'auteur, la plupart des études ont mis l'accent sur les coûts de ce phénomène en omettant plusieurs facteurs potentiellement positifs, et en brochant un tableau exagérément pessimiste de ses répercussions économiques et fiscales. Il soutient au contraire qu'avec l'augmentation des salaires et des revenus d'impôt issus des REER et autres formules d'épargne-retraite, le Canada maintiendra une croissance de revenus assurant aux gouvernements de financer les dépenses liées au vieillissement de leur population. — De concert avec l'École des affaires publiques et communautaires de l'Université Concordia à Montréal, l'IRPP a organisé un symposium de deux jours intitulé *Protest, Freedom and Order in Canada: Finding the Right Balance*. L'événement, qui a attiré un public nombreux, visait un double objectif : examiner les récentes pratiques de mobilisation politique nées de la lutte contre la mondialisation et le libéralisme économique, et stimuler le débat sur l'avenir de la démocratie et la dissidence d'opinion au Canada. Citons parmi les conférenciers : Leo Panitch, titulaire d'une chaire de recherche sur le Canada et professeur de science politique à la York University, qui a traité du rôle de la violence comme instrument de maintien de l'ordre et de changement; Reid Morton, ancien directeur du Service canadien de renseignement et de sécurité; et Alan Borovoy, président de l'Union canadienne des libertés civiles. Ont aussi participé au symposium des représentants de la Sûreté du Québec et des militants ayant collaboré à l'organisation des manifestations anti-mondialisation du Sommet des Amériques à Québec. — Enfin, l'IRPP a publié un texte de Thomas Courchene (Queen's University et chercheur affilié à l'IRPP) intitulé « Embedding Globalization: A Human Capital Perspective » (*Enjeux publics*). En complément de son précédent ouvrage, *Canada: A State of Minds*, l'auteur y affirme que l'enjeu de la révolution de la mondialisation et de l'information (RMI) est de faire en sorte qu'elle profite non seulement aux multinationales mais aussi aux individus, considérés non seulement comme des consommateurs mais comme des citoyens. La mondialisation doit s'enraciner tout à la fois dans la société et dans l'économie, au Canada comme ailleurs dans le monde.

EN SOUTIEN À NOS ACTIVITÉS DE RECHERCHE Les principales fonctions de recherche de l'Institut trouvent leur complément dans plusieurs activités et initiatives connexes qui viennent enrichir sa contribution à la connaissance et au débat public. ■ Publié dix fois l'an, *Options politiques* est une des principales revues canadiennes consacrées aux politiques publiques. Elle a pour but de favoriser un débat éclairé sur les grandes questions politique d'aujourd'hui et de demain. Chaque numéro combine des textes brefs sur les thèmes d'actualité et des analyses plus poussées sur l'horizon à long terme des politiques publiques. Lue et diffusée bien au-delà du cercle des premiers intéressés, la revue compte des abonnés dans toutes les provinces du pays comme à l'étranger. Mieux encore, sa version en ligne a fait l'objet l'an dernier de plus de 150 000 téléchargements. Elle est en outre considérée comme une précieuse source de référence par nombre d'éditorialistes du pays. ■ La souplesse de ce format magazine permet à l'IRPP d'analyser l'actualité tout en maintenant sa pertinence à mesure qu'en évoluent les thèmes et les priorités, et de publier les documents présentés à l'occasion de ses propres activités. La revue s'attire ainsi la collaboration de personnalités aussi éminentes que Milton Friedman, Tom Kent, Michel Venne, Jean-François Lisée ou James Tobin. ■ De son côté, le site Web de l'IRPP (www.irpp.org) ne cesse de gagner en popularité. En augmentation constante, ses visiteurs y trouvent une source d'information et de recherche très complète et peuvent y télécharger sans frais les études de l'Institut. Par rapport à l'an dernier, les visites ont connu une hausse de 65 p.100 et donné lieu à près d'un quart de million de téléchargements d'études et d'articles. Le moteur de recherche du site, son système sécurisé de commande en ligne et sa liste de courriels remportent tous un vif succès. Et depuis cette année, un nouvel outil permet de s'inscrire en toute simplicité aux activités de l'IRPP. ■ Autre nouveauté : une chronique mensuelle en ligne de James Ferrabee, écrivain primé, ancien correspondant étranger de Southam News et ancien directeur de la rédaction du quotidien montréalais The Gazette. Lancée en mai 2001, la chronique *James Ferrabee Online* est mise en ligne le premier lundi de chaque mois. Sous réserve d'une mention d'attribution à l'IRPP, elle est offerte sans frais à l'usage des journaux et magazines, aux fins de reproduction ou comme source de référence. Depuis l'hiver 2002, son auteur reçoit aussi les commentaires de ses lecteurs au jferrabee@irpp.org.

L'ANNÉE EN CHIFFRES L'IRPP a connu une année 2001-2002 prolifique. Tout en maintenant un très haut niveau de qualité, il a organisé 26 événements dans cinq villes du pays, dont trois conférences majeures, huit ateliers politiques et 11 dîners de travail, publiant en outre avec régularité des recherches portant sur une grande variété de sujets. Ses projets de recherche, événements et publications lui ont acquis une grande visibilité dans les médias et de nombreuses visites en ligne (80 000 sur son site Web). En témoigne le total de 686 comptes rendus dont l'IRPP a fait l'objet dans les médias écrits et électronique, soit une hausse de 22 p. cent par rapport à l'an dernier.

L'AVENIR EN LIGNE DE MIRE En faisant le bilan des activités de l'année écoulée, je suis heureux de constater la cohérence, l'intérêt politique et la qualité de notre travail. Et je sais qu'il aurait été impossible d'accomplir tout ce que nous avons fait sans les remarquables efforts de l'ensemble de mes collègues à l'IRPP. C'est un véritable privilège de pouvoir collaborer avec un équipe aussi dévouée. J'aimerais tout particulièrement rendre hommage à France St-Hilaire et à Suzanne Ostiguy McIntyre, respectivement vice-présidente à la recherche et aux opérations, dont l'intelligence, la détermination, la patience et l'assiduité au travail sont garants de la qualité, de la rigueur et de la portée des travaux de l'IRPP. ■ Pour l'IRPP, l'avenir est donc synonyme de nouveaux domaines de recherche, de nouveaux chercheurs aux idées neuves, de nouvelles publications et de nouvelles tribunes qui lui permettront de rejoindre un auditoire élargi, comme en témoigne d'ores et déjà l'étonnante et croissante popularité de notre site Web. En matière de contribution au débat sur les politiques publiques, les perspectives sont donc extrêmement encourageantes. ■ Depuis 30 ans, l'IRPP s'est frayé une voie tout à fait unique dans le monde de la recherche politique au Canada, et nous continuerons en cette 31^e année d'existence d'honorer cet héritage. C'est à tous égards un privilège de servir un organisme qui défend l'intérêt public avec une détermination d'autant plus grande qu'elle repose sur la rigueur du savoir.

HUGH SEGAL *Président*

RAPPORT DU COMITÉ DE PLACEMENTS

16

Le Fonds de dotation de l'IRPP a pour principal objectif d'assurer la stabilité financière indispensable aux travaux de l'Institut. Nous visons ensuite à maintenir la valeur réelle du Fonds après inflation, de manière à ce qu'il produise les revenus nécessaires à nos activités futures. — C'est pourquoi le conseil d'administration décidait en 1986 de retirer chaque année une somme égale à **5 p. cent** de la valeur trisannuelle moyenne du Fonds, plutôt que de récupérer les revenus réels qu'il génère. En privilégiant une moyenne trisannuelle, on atténue l'impact des changements du marché tout en améliorant la prévisibilité. En vertu de cette formule, l'Institut disposera d'une somme de **2 139 750 \$** pour mener à bien ses travaux de l'exercice 2002-2003. — Les revenus réels du dernier exercice se sont établis à **2 563 906 \$** répartis comme suit : **1 152 169 \$** en gain de capital et **1 411 737 \$** en dividendes et intérêts.

Après avoir consulté plusieurs sociétés de placement, le Conseil décidait il y a quatre ans de répartir le Fonds en deux parties égales. C'est ainsi que le 31 janvier 1999, la société Beutel, Goodman and Company Ltd. s'est officiellement ajoutée à KSBH Capital Management, qui assurait la gestion du Fonds depuis une dizaine d'années. — Le style de gestion de portefeuille de ces deux sociétés diffère considérablement, Beutel Goodman privilégiant une « orientation valeur », KSBH mettant l'accent sur une « croissance qualitative ». Au cours des deux dernières années, le premier style a offert une performance sensiblement meilleure que le second, qui avait jusque-là produit des résultats supérieurs. L'automne dernier, le Comité a passé la situation en revue pour conclure qu'un rééquilibrage périodique entre ces deux styles de gestion produisait historiquement un meilleur retour sur investissement, doublé d'une moindre variabilité. En conséquence, et avec l'approbation du conseil d'administration, il a décidé de transférer un total de **3 MILLIONS** de dollars de Beutel vers KSBH au rythme de **1 MILLION** par mois, le transfert s'étant effectué le dernier jour des mois de décembre, janvier et février.

Le tableau ci-dessous rapporte les résultats obtenus par les deux gestionnaires de portefeuilles au cours de l'année écoulée. En faisant la comparaison, on notera tout d'abord que l'année 2001 a vu décliner la majorité des marchés, puis que le transfert de fonds ci-dessus s'est effectué en cours d'année. Seule la valeur composite du marché peut donc faire l'objet d'une comparaison directe. Or, on a heureusement assisté au cours de l'exercice à une légère hausse de cette valeur.

17

	KBSH		BEUTEL GOODMAN	
	31 mars 2002	31 mars 2001	31 mars 2002	31 mars 2001
VALEUR DU MARCHÉ	20,229,753 \$	19,171,000 \$	22,142,175 \$	22,623,000 \$
COMPOSITION DE L'ACTIF				
Espèces et valeurs assimilables	1,8%	4,4%	5,7%	9,0%
Revenu fixe	43,1%	43,7%	38,3%	40,9%
Actions canadiennes	22,8%	22,1%	16,7%	14,3%
Actions américaines	19,3%	16,7%	39,3%	35,8%
Actions étrangères	13,0%	13,1%	-	-
Actions totales	51,1%	51,9%	56,0%	50,1%

Beutel Goodman a réduit cette année ses portefeuilles d'espèces et de valeurs assimilables, utilisant les fonds pour accroître la proportion détenue en actions canadiennes et américaines. KBSH n'a apporté que des changements mineurs à la composition de l'actif de ses portefeuilles.

Il y a bon nombre d'années, le Comité de placements déterminait un rendement modèle pour évaluer la performance des gestionnaires de portefeuilles, ce modèle découlant de la moyenne mobile établie sur quatre ans des quatre indices suivants : actions canadiennes, actions étrangères, revenu fixe et hypothèques. KBSH a obtenu un taux de rendement de **7,1** p. cent, soit nettement au-dessus du taux de référence de **4,9** p. cent. Puisque Beutel Goodman ne gère sa partie du Fonds que depuis trois ans, ce modèle ne peut encore s'appliquer mais la société est en bonne voie de le dépasser. — La valeur composite du marché du Fonds, y compris les autres éléments d'actif à court terme, s'établissait à **42 513 832 \$**. De cette somme, **1 367 298 \$** constituent des fonds inaliénables dont on a autorisé le transfert au compte de gestion pendant l'année courante et les années antérieures, et qu'on avait provisoirement laissés dans le Fonds de dotation pour maximiser le rendement des fonds générés par les conseillers en placement.

A

UX ADMINISTRATEURS DE L'INSTITUT DE RECHERCHE EN POLITIQUES PUBLIQUES

Nous avons vérifié le bilan de l'Institut de recherche en politiques publiques au 31 mars 2002 et les états des résultats et de l'évolution des soldes de fonds et des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de l'Institut. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers. — À notre avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de l'Institut au 31 mars 2002 ainsi que des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

DELOITTE & TOUCHE, S.R.L.

Comptables agréés

Le 10 mai 2002

ÉTAT DES RÉSULTATS ET DE L'ÉVOLUTION DES SOLDES DE FONDS
de l'exercice terminé le 31 mars 2002 (en milliers de dollars)

19

	Fonds de fonctionnement \$	Fonds de dotation \$	2002 \$	Total 2001 \$
PRODUITS				
Produits de placements (note 3)	2 397	-	2 397	3 035
Publications	63	-	63	72
Autres	169	-	169	188
	2 629	-	2 629	3 295
Charges				
Frais généraux de recherche et de soutien	1 918	-	1 918	2 348
Magazine <i>Options politiques</i>	193	-	193	266
Coût des publications	289	-	289	250
Intérêts	5	-	5	5
Amortissement des immobilisations	31	-	31	31
	2 436	-	2 436	2 900
EXCÉDENT DES PRODUITS SUR LES CHARGES	193	-	193	395
Soldes de fonds au début (note 12)	1 105	34 784	35 889	35 494
Virement au fonds de dotation (note 3)	(10)	10	-	-
SOLDES DE FONDS À LA FIN	1 288	34 794	36 082	35 889

BILAN

au 31 mars 2002 (en milliers de dollars)

20

	Fonds de fonctionnement \$	Fonds de dotation \$	2002 \$	Total 2001 \$
ACTIF				
À court terme				
Encaisse	-	67	67	124
Dépôts à terme et bons du Trésor	63	-	63	61
Débiteurs				
Produits à recevoir	-	274	274	276
Montant à recevoir du fonds de dotation*	1 367	-	-	-
Autres	65	51	116	113
Frais payés d'avance	82	-	82	100
	1 577	392	602	674
Titres négociables (note 4)	-	35 808	35 808	35 410
Immobilisations (note 5)	68	-	68	99
	1 645	36 200	36 478	36 183
PASSIF				
À court terme				
Dettes bancaires (note 6)	107	-	107	98
Créditeurs et charges à payer	139	39	178	177
Produits reportés (note 7)	14	-	14	19
Montant à verser au fonds de fonctionnement*	-	1 367	-	-
	260	1 406	299	294
Apports reportés (note 8)	97	-	97	-
ACTIF NET				
Investi en immobilisations	68	-	68	99
Affectations d'origine interne (note 9)	-	34 794	34 794	34 784
Non affecté	1 220	-	1 220	1 006
	1 288	34 794	36 082	35 889
	1 645	36 200	36 478	36 183

*Les montants à verser à (à recevoir de) chaque fonds sont éliminés du total.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE

de l'exercice terminé le 31 mars 2002 (en milliers de dollars)

	2002	2001
	\$	\$
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT		
Excédent des produits sur les charges	193	395
Éléments sans incidence sur la trésorerie		
Gain à la vente de placements	(1 152)	(1 762)
Amortissement des immobilisations	31	31
Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement		
Débiteurs	(1)	60
Frais payés d'avance	18	(53)
Créditeurs et charges à payer	1	(65)
Produits reportés	(5)	(1)
	(915)	(1 395)
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS DE FINANCEMENT ET D'INVESTISSEMENT		
Acquisition d'immobilisations	-	(49)
Acquisition de placements	(35 948)	(35 077)
Vente de placements	36 702	36 346
Augmentation des apports reportés	97	-
	851	1 220
Diminution nette de la trésorerie	(64)	(175)
Situation de la trésorerie au début	87	262
SITUATION DE LA TRÉSORERIE À LA FIN	23	87
Composée des éléments suivants		
Encaisse	67	124
Dépôts à terme et bons du Trésor	63	61
Dettes bancaires	(107)	(98)
	23	87

NOTES COMPLÉMENTAIRES

de l'exercice terminé le 31 mars 2002

(tous les montants des tableaux sont en milliers de dollars)

22

1. DESCRIPTION DE L'ORGANISME

L'Institut de recherche en politiques publiques est un organisme national et indépendant sans but lucratif. L'Institut a pour mission de favoriser le développement de la pensée politique au Canada par son appui et son apport à un processus élargi, plus éclairé et plus efficace d'élaboration et d'expression des politiques publiques. L'Institut est constitué en tant qu'organisme sans but lucratif en vertu de la Loi canadienne sur les sociétés par actions et constitue un organisme de bienfaisance enregistré en vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu.

2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers ont été dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada selon la méthode du report pour comptabiliser les apports.

Comptabilité par fonds Les états financiers sont présentés de manière à séparer les fonds suivants : (i) Le fonds de fonctionnement présente les produits et les charges afférents à la réalisation de programmes et à l'administration de l'Institut. (ii) Le fonds de dotation présente les sommes obtenues par voie de dotation. Le produit de placements généré par ces sommes est constaté dans le fonds de fonctionnement.

Constatation des produits Les apports affectés relatifs au fonctionnement sont constatés à titre de produits du fonds de fonctionnement dans l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées. Les apports non affectés sont constatés à titre de produits lorsqu'ils sont reçus ou à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que son recouvrement est raisonnablement assuré. Les apports reçus à titre de dotations sont constatés à titre d'augmentations directes dans le solde du fonds de dotation. Les produits de placements sont inclus dans les produits du fonds de fonctionnement lorsqu'ils sont gagnés, tandis que les gains ou les pertes en capital sont inclus lorsqu'ils sont réalisés.

Coût des publications Le coût des publications est imputé aux résultats lorsque engagé.

Immobilisations Les immobilisations sont enregistrées au coût. L'amortissement est comptabilisé selon la méthode de l'amortissement linéaire à des taux calculés pour amortir le coût des actifs moins leur valeur résiduelle sur leur durée de vie utile estimative. Le matériel informatique et le matériel de bureau sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une période de cinq ans. Les améliorations locatives sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée du bail.

Placements Les placements sont comptabilisés au moindre du coût et de la valeur marchande. Les gains ou les pertes réalisés à la vente de placements sont calculés selon la méthode du coût moyen et sont présentés dans le fonds de fonctionnement.

Affectations Le conseil d'administration de l'Institut peut user de son pouvoir discrétionnaire pour affecter au fonds de dotation la totalité ou une partie de tout excédent de fonctionnement.

3. VIREMENT AU FONDS DE DOTATION

Le fonds de fonctionnement conserve, pour son propre usage, des produits de placements dont la somme correspond à **5 %** de la valeur marchande moyenne du fonds de dotation à la fin des trois exercices précédents. Sous cette formule, au cours de l'exercice, le conseil d'administration a mis une somme de **2 074 950 \$ (2 044 283 \$ en 2001)** à la disposition du fonds de fonctionnement. Le conseil d'administration a également approuvé l'utilisation d'une somme de **308 396 \$ (588 297 \$ en 2001)** de l'excédent de fonctionnement accumulé pour couvrir les activités de l'exercice en cours. Le solde des produits de placements, soit **10 000 \$ (958 000 \$ en 2001)**, demeure dans le fonds de dotation. — Les produits de placements gagnés se composent comme suit :

	2002	2001
	\$	\$
Produits tirés de ressources détenues à titre de dotations	1 412	1 403
Gains à la disposition des placements du fonds de dotation – montant net	1 152	1 762
Frais de gestion des placements et frais de garde	(170)	(139)
Produits tirés des ressources du fonds de fonctionnement	3	9
	2 397	3 035

4. TITRES NÉGOCIABLES

	2002		2001	
	Coût \$	Valeur marchande \$	Coût \$	Valeur marchande \$
Obligations	18 595	18 579	20 083	20 323
Actions	17 213	23 542	15 327	21 277
	35 808	42 121	35 410	41 600

5. IMMOBILISATIONS

	2002		2001	
	Coût \$	Amortissement cumulé \$	Valeur comptable nette \$	Valeur comptable nette \$
Matériel informatique	294	229	65	84
Matériel de bureau	85	82	3	4
Améliorations locatives	63	63	-	11
	442	374	68	99

6. DETTE BANCAIRE

Une banque à charte canadienne a consenti à l'Institut une marge de crédit de 500 000 \$ à taux préférentiel. À titre de garantie pour tout emprunt en vertu de la marge de crédit, la banque détient une lettre d'engagement confirmant que les placements du fonds de dotation ne sont assujettis à aucune charge qui les rendrait inaptes au service de la dette de l'Institut. ■■ En date du 31 mars 2002, la marge de crédit n'était pas utilisée, la dette bancaire résultant seulement des chèques en circulation.

7. PRODUITS REPORTÉS

Les produits reportés du fonds de fonctionnement relatifs aux abonnements au magazine *Options politiques* seront reflétés dans les produits durant la période d'abonnement.

8. APPORTS REPORTÉS

Les apports reportés représentent des apports affectés à des projets spécifiés par les bailleurs de fonds. Les apports reportés sont ajoutés aux produits du fonds de fonctionnement dans la période au cours de laquelle les charges correspondant à ces projets spécifiques sont engagées.

9. AFFECTATIONS DE L'ACTIF NET

L'actif du fonds de dotation a été grevé d'affectations d'origine interne par le conseil d'administration de l'Institut selon lequel cet actif doit être maintenu de façon permanente en vue de financer les activités de fonctionnement de l'Institut. Ces sommes assujetties à des affectations d'origine interne ne peuvent être utilisées à d'autres fins sans l'approbation du conseil d'administration.

10. RÉGIME DE RETRAITE

L'Institut a mis fin à son régime de retraite à prestations déterminées le 20 septembre 2001. À cette date, le régime de retraite n'avait ni surplus ni déficit.

11. ENGAGEMENTS

L'Institut a conclu des contrats de location-exploitation visant la location de matériel et de locaux. Les montants suivants sont exigibles pour les cinq prochains exercices :

	\$
2003	61 744
2004	61 647
2005	60 954
2006	63 054
2007	64 539

12. CHIFFRES CORRESPONDANTS

Certains écarts ont été notés dans les soldes d'ouverture de 2001. En conséquence, les montants pour l'actif net et les titres négociables ont été diminués de **50 000 \$** par rapport aux montants présentés auparavant.